

CAMPAGNE

Uni-e-s contre la tarification!

La société civile québécoise se coalise

GABRIEL NADEAU-DUBOIS, ÉTUDIANT EN HISTOIRE, CULTURE ET SOCIÉTÉ

Depuis l'automne dernier, une coalition historique mène une bataille qui l'est tout autant. La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics regroupe en effet des dizaines de milliers de Québécois et Québécoises qui partagent un objectif clair: forcer la main du gouvernement Charest afin qu'il fasse marche arrière sur les mesures rétrogrades du dernier budget.

Mise en contexte

Au sortir d'une crise économique sans précédent qui révèle une fois de plus l'impasse de la globalisation¹, l'État québécois est de retour « dans le rouge ». Un déficit obsédant aux yeux du gouvernement libéral, qui semble être étrangement pressé à le résorber. En effet, les libéraux et leurs lucides amis sonnent l'alarme et appellent à l'austérité budgétaire. Pourtant, les statistiques sont plutôt rassurantes pour les Québécois et Québécoises. Par exemple, le Fond monétaire international (FMI) prévoyait en octobre dernier un déficit moyen de 10% du PIB en 2009 et en 2010 pour les grands pays industrialisés. Au Québec, le déficit pour ces années n'est que de 1,6%. Pour 2014, le FMI prévoit un déficit moyen de 6% alors que le gouvernement libéral vise l'équilibre budgétaire. On répète encore et encore que le Québec est dans une situation dangereuse et qu'il fait moins bien que ses voisins, alors que de l'autre côté de la rivière des Outaouais, le déficit a atteint 4,4% du PIB en 2009. Chez nos voisins du Sud, on parle de 9% du PIB. Ces statistiques contredisent l'argumentaire libéral qui s'acharne à dépeindre la situation budgétaire du Québec comme catastrophique. La conclusion s'impose d'elle-même: le ton catastrophiste du gouvernement Charest n'est qu'un moyen de faire accepter à la population un agenda politique depuis longtemps élaboré. La crise financière aura fourni le prétexte parfait pour que soit mises en application ces mesures relevant de l'idéologie néolibérale.

Un budget historique

Les craintes se sont concrétisées lors de l'annonce du dernier budget, qui constitue sans aucun doute un tournant historique de l'histoire politique du Québec. Ainsi, le gouvernement de Jean Charest a choisi la voie de la tarification et de la privatisation des services publics ainsi que des compressions budgétaires. Les mesures annoncées sont aussi diversifiées que dévastatrices: introduction d'une contribution annuelle au système de santé de 200\$, mise sur pied d'une « franchise santé » pour chaque visite médicale (montant non-précisé), augmentation de 2 points de pourcentage de la TVQ, augmentation de 15% des tarifs d'électricité de 2014 à 2018, nouvelle hausse des frais de scolarité et autofinancement de chaque nouveau service.

Ces mesures, inévitablement, auront des impacts catastrophiques sur les plus démunis-e-s. La tarification est par définition régressive, c'est-à-dire que le montant du tarif n'est pas modulé selon le revenu de l'utilisateur ou de l'utilisatrice. Selon le principe de l'utilisateur-payeur, le service public doit être fourni au même coût, que l'on ait un revenu annuel de 15 000\$ ou de 200 000\$. Dans le cas de services aussi essentiels que la santé, l'électricité et l'éducation, l'impact sur les personnes à faible revenu sera donc beaucoup plus grand que sur les plus fortuné-e-s.

Une coalition historique

Dès l'été 2009, les nombreux signes avant-coureurs de

cette attaque avaient motivés la création d'une coalition d'organisations syndicales, communautaires, étudiantes et féministes, afin d'en préparer la contestation. Le projet, depuis, a pris son envol. La coalition compte désormais près de 125 organisations, de l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC), au Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ), en passant par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) et la Fédération des femmes du Québec (FFQ). L'ASSÉ, évidemment, est aussi partie prenante de ce mouvement sans précédent.

La coalition s'oppose avec véhémence aux mesures contenues dans le dernier budget et martèle avec conviction que, contrairement à ce qu'en dit l'élite politique et économique de la province, d'autres choix sont possibles. Si l'on doit en effet résorber le déficit, qu'on le fasse avec des moyens justes et équitables. « La richesse existe, prenons-la où elle est! », slogan de la grande manifestation nationale du 1er avril dernier, résume bien les propositions de la dynamique coalition.

« La richesse existe, prenons-la où elle est! »

De l'argent, il y en a, en effet. Les poches les plus pleines sont d'ailleurs celles dans lesquelles le gouvernement libéral, pour des raisons idéologiques, choisit de ne pas piger: celles des entreprises et des plus riches. Rappelons encore une fois que 150 000 entreprises québécoises ne paient aucun impôt, soit 50% des entreprises! Le dernier budget ne rompt pas cette lourde tendance: le gouvernement va en effet chercher 3,5 milliards de dollars dans les poches de particuliers et particulières, alors que la contribution des entreprises s'élève à 0,8 milliards². Contrairement à ce que propagent les « thinks tanks » de la droite économique, le taux d'imposition combiné des entreprises québécoises est de 31%, alors que celui de l'Ontario est de 40,7%, celui de New York de 45,6%, celui de la Californie de 40,7% et celui de l'Alberta 33,6%³. Le Québec serait-il un paradis fiscal? Selon la coalition, il est temps que les entreprises fassent leur juste part dans le financement de nos services publics.

N'oublions pas non plus que depuis 2000, les gouvernements, péquistes comme libéraux, ont tour à tour choisis de se priver de précieux revenus en baissant les impôts de près de 10 milliards de dollars. Jean Charest, en 2007, a fait plus que sa part en baissant de 950 millions les impôts des plus fortuné-e-s de la province. À ces baisses d'impôts s'ajoute l'effritement continu du caractère progressif de notre système d'imposition. Ainsi, jusque dans les années 90, on dénombrait 16 paliers d'imposition

(fourchette de revenu pour lequel on paie un certain pourcentage d'impôt). Aujourd'hui, on en compte plus que trois. Selon l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS), l'établissement d'un régime fiscal à dix paliers permettrait de baisser les impôts de 87% de la population, tout en allant chercher 1,3 milliards de dollars dans les poches des plus riches. Finalement, l'introduction d'une TVQ progressive en fonction de la nature des biens achetés allégerait le fardeau fiscal des contribuables à faible revenu tout en faisant payer



davantage les plus fortuné-e-s pour leurs achats de luxe. À ces solutions, il faudrait ajouter la lutte à l'évasion et à l'évitement fiscal, ainsi que la lutte à la corruption. Le fait que cet article soit trop bref pour contenir tout ces éléments démontre bien à quel point les alternatives à la tarification sont nombreuses.

Depuis le dernier budget, la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics est sur le pied de guerre. La canicule estivale a échauffé les esprits: la contestation ne s'est pas refroidie. Dès l'automne, le gouvernement libéral de Jean Charest fera face à une opposition féroce et acharnée. L'économie du Québec en sera perturbée, tout comme les bureaux des députés libéraux à travers la province. La coalition a entrepris une escalade des moyens de pression et celle-ci ne prendra fin que lorsque Jean Charest fera demi-tour.

1- Allusion au titre d'un ouvrage du sociologue montréalais Michel Freitag.

2- « Vos impôts et vos taxes » sur le site de Radio-Canada: http://www.radio-canada.ca/nouvelles/budget/qc2010/les_faits_saillants/vos-impots-et-taxes.shtml.

3- Manifeste pour un Québec solidaire.

Revendications de la Coalition opposée à la tarification des services publics

- Réclamer l'accès à des services publics universels et de qualité;
- Dénoncer ces choix qui marquent un recul dans l'application des droits économiques, sociaux et culturels, dans la lutte à la pauvreté et dans l'atteinte de l'égalité hommes/femmes;
- Revendiquer une fiscalité plus progressive, une plus grande mise à contribution des entreprises, des redevances sur les ressources naturelles, la lutte contre l'évasion et l'évitement fiscal.



Qu'est-ce que l'ASSÉ?

L'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) est une organisation de type syndical qui regroupe, à l'échelle du Québec, près de 40 000 membres dans plusieurs associations étudiantes à la fois collégiales et universitaires d'un bout à l'autre du Québec. Elle incarne, aujourd'hui, la continuité d'un courant qui a fait du mouvement étudiant, depuis quarante ans, un acteur incontournable de la société québécoise et un important agent de progrès social en éducation.

Pour le droit à l'éducation

L'ASSÉ considère l'éducation comme un droit fondamental de notre société, et non comme un privilège. Dans cette optique, chaque membre de la société a le droit à une éducation gratuite, publique, accessible, laïque et de qualité, libre de toute forme de discrimination.

Pour une stratégie efficace :

Le syndicalisme de combat!

On ne peut dissocier l'analyse de la pratique. À des revendications progressistes, en rupture avec l'ordre établi, correspond nécessairement une stratégie d'action particulière. Cette stratégie, l'expérience du mouvement étudiant québécois l'a dégagée : c'est le syndicalisme étudiant de combat.

Au Québec, comme partout ailleurs, c'est à travers les luttes menées par les mouvements combattifs que le peuple a obtenu les programmes sociaux les plus importants.

Cela implique, d'une part, le développement de pratiques syndicales dynamiques et démocratiques. À ce titre, il faut multiplier les occasions de débats, élaborer collectivement des analyses, ne pas craindre la confrontation des idées et surtout leur donner l'espace pour mener à des prises de décisions. L'assemblée générale est par excellence cet espace de démocratie syndicale.

L'ASSÉ, c'est ses membres!

À l'intérieur de l'ASSÉ, chaque association étudiante est souveraine. Les décisions prises par des délégué-e-s en congrès ne deviennent pas automatiquement une résolution que chaque association membre doit appliquer sans l'accord de l'assemblée générale!

S'unir pour être plus forts!

La meilleure façon de supporter et de participer à ce vaste mouvement est de prendre part aux activités de l'ASSÉ, de vous impliquer dans vos structures, d'aller à vos assemblées générales et de promouvoir l'affiliation de votre association étudiante à l'ASSÉ! Affilier à l'ASSÉ, ça veut dire partager les ressources de son association étudiante avec celles des autres dans le but de défendre le droit à l'éducation. Être membre de l'ASSÉ, c'est contribuer à bâtir un important mouvement collectif et démocratique permettant de développer à l'échelle nationale une stratégie de lutte efficace.

Joins-toi à l'équipe de l'Ultimatum en écrivant à l'adresse suivante:
journalultimatum@gmail.com

EDITORIAL

Cessons d'encaisser les coûts!

L'ASSÉ et ses allié-e-s se préparent pour une année de contestation

GABRIEL NADEAU-DUBOIS, POUR LE CONSEIL EXÉCUTIF



2009 fut une année compte à rebours. Tout d'abord, c'est dans ses instances internes que le Parti Libéral part le bal : les premières rumeurs de hausses de tarifs se font entendre. Puis, dès l'automne, la hausse des frais de scolarité en 2012 est dévoilée par la ministre Courchesne. Ensuite, ce fut le comité consultatif bidon mis sur pied par Raymond Bachand qui fit la une avec ses fascicules vantant la tarification et la privatisation des services publics des Québécois et Québécoises. La table était mise pour le grand coup : le 30 mars dernier, le ministre des Finances Raymond Bachand dépose un budget sans précédent dans l'histoire du Québec. Il contient certainement les mesures les plus à droite depuis le déficit zéro de 1995, peut-être même depuis l'ère Duplessis. Finalement, la dernière journée de la session parlementaire, Jean Charest enfonce le clou en faisant appel à son arme de prédilection: le bâillon. Il fait adopter en toute vitesse le projet de loi 100. Coupures, compressions, tarification, privatisations: c'est le début de la fin pour les services publics tels que nous les connaissons.

Est-ce tout? Non. L'année 2009 fut aussi une année de contestation. Dès les premiers moments de l'offensive libérale, l'ASSÉ lance un large appel à la protestation via une coalition nationale. Aujourd'hui, la Coalition opposée à la privatisation et à la tarification des services publics compte près de 115 organisations communautaires, étudiantes, syndicales et féministes. La contestation atteint son paroxysme le 1er avril dernier, alors que 12 000 personnes défilent dans les rues du Montréal. Leur message est clair: « Ce budget ne passera pas! » Sur toutes les bouches, le même avertissement: « Charest n'a qu'à bien se tenir, ceci n'est qu'un début. »

L'ASSÉ, de son côté, fut au cœur de ce mouvement. Elle y a tenu un rôle primordial toute l'année et compte bien continuer sur cette voie. Le dernier congrès de l'ASSÉ fut en effet l'occasion pour les associations membres de signaler leur persévérance dans cette lutte primordiale. Cette année encore, l'ASSÉ se battra aux côtés de la population québécoise afin de défendre l'accessibilité et la qualité de nos services publics. À cet effet, les revendications de la coalition et de l'ASSÉ sont claires: les services publics doivent faire l'objet d'un réinvestissement massif et celui-ci doit être financé par les responsables de la crise économique qui sert de prétexte au gouvernement libéral depuis près d'un an. Plus que jamais, une réforme majeure de la fiscalité est nécessaire afin que les entreprises et les plus riches de la société contribuent enfin à leur juste part dans le financement des services publics.

Cette lutte sera celle de l'ASSÉ, oui, mais sera surtout celle de la population du Québec. Il est impératif pour le mouvement étudiant de se battre en solidarité avec l'ensemble des citoyens et citoyennes de la province. Car c'est bien plus que l'éducation qui est attaquée :

la fronde est dirigée envers un modèle de société. Un modèle qui, malgré ses insuffisances, permettait jusqu'à tout récemment, via l'impôt sur le revenu, de pallier un tant soit peu les cruelles inégalités que crée le système économique actuel. Pour les étudiants et les étudiantes, il est temps de joindre leurs voix à celles des citoyens et citoyennes du Québec afin d'exiger haut et fort que le gouvernement Charest fasse marche arrière sur l'ensemble de ses mesures régressives.

Le dernier budget fut l'occasion pour le duo Courchesne-Bachand de mettre la table pour la hausse des frais de scolarité en 2012. En effet, on y annonça une rencontre nationale visant à « consulter les partenaires » du monde de l'éducation sur cette question. L'ASSÉ n'est pas dupe de cette mascarade : pour nous, il est clair que cette consultation n'est rien de plus qu'un moyen pour le gouvernement Charest de légitimer un agenda politique déjà trop connu. Les frais de scolarité seront augmentés de manière significative en 2012 et cette rencontre bidon n'y changera rien. Il n'y a aucune raison pour que les étudiants et les étudiantes donnent légitimité à la nouvelle hausse en participant à cette consultation qui, au fond, n'en a que le nom. Nous refusons fermement de négocier notre appauvrissement. La direction que l'ASSÉ désire emprunter est inverse : plus que jamais, c'est vers la gratuité scolaire qu'il nous faut tendre. La première étape vers cet objectif est sans aucun doute de refuser catégoriquement de sanctionner la hausse de 2012. Pour ce faire, l'ASSÉ boycottera la « consultation » annoncée par le duo Courchesne-Bachand et invitera toutes les organisations du monde de l'éducation à faire de même.

L'escalade des moyens de pression a déjà débuté. Et elle continuera. Dès aujourd'hui, dès demain, à chaque jour jusqu'en 2012, la résistance sera plus ferme, l'indignation grondera davantage. Les moyens de pression augmenteront avec la colère étudiante, avec la colère du peuple québécois en entier : perturbations des bureaux des députés, perturbations économiques, manifestation nationale, etc. Et ceci jusqu'à ce que le gouvernement recule.

Malgré l'entreprise d'intimidation historique à laquelle nous avons assisté à Toronto lors du G-20 des 26 et 27 juin dernier, la détermination de l'ASSÉ reste intacte. Aucun abus policier, aucune détention illégale, aucune fouille arbitraire ni aucun profilage ne saurait nous faire reculer. Le gouvernement québécois et les services de police feraient une bien grave erreur en s'inspirant des cow-boys ontariens : jamais la répression ne suffira à nous décourager.

2010 sera une année de lutte. Cette lutte sera large, elle sera vive. Un combat ardu, certes, mais juste. L'ASSÉ est prête. Et Charest, lui?

L'Ultimatum est produit par le Comité journal de l'ASSÉ et ses collaborateurs et collaboratrices.

Rédaction : Mathilde Létourneau
Gabriel Nadeau-Dubois
Camille Robert
Martin Robert

Révision : Ariane Aubin-Cloutier
Paul-Émile Auger
Roxanne Chaudier
Alex Desrochers
Mathilde Létourneau
Auréliette Paquette
Vincent Plourde-Lavoie
Martin Robert

Mise en page: Ariane Aubin-Cloutier
Caricature : Valérie Gadbois
Photos: Pier-Luc Daoust
Camille Robert

Tirage: 20 000 exemplaires

Ce journal est imprimé par les travailleurs et travailleuses syndiqué-e-s de Payette et Simms sur du papier fait à 45 % de fibres recyclées.

Dépôt légal à la Bibliothèque Nationale du Québec :
ISSN : 61999, No. 61994

ÉDUCATION

Majoration des frais universitaires: alea jacta est

MATHILDE LÉTOURNEAU, ÉTUDIANTE EN SCIENCES HUMAINES

En l'an 49 avant notre ère, le 11 janvier, Jules César franchit avec ses armées le fleuve Rubicon en prononçant les mots *Alea jacta est* - le sort en est jeté. Par ce geste symbolique et illégal, il déclare la guerre au sénat romain, représentant du peuple, et franchit la première marche de son escalade vers le statut d'empereur. Plus de 2000 ans plus tard, au Québec, une limite est franchie par le gouvernement libéral et ses visées autocratiques. En allant de l'avant avec la hausse des frais de scolarité, il déclare lui aussi la guerre au peuple. Et malgré le fard démocratique d'un soi-disant « Sommet sur l'éducation », encore une fois, le sort en est jeté... et les dés sont pipés.

Depuis des mois, les sorties médiatiques des vieux démons lucides tels que Lucien Bouchard et son Pacte pour le financement concurrentiel des universités, tentent tant bien que mal d'oblitérer la révolte estudiantine. Dans son dernier budget, le gouvernement provincial a confirmé le pire : une hausse des frais de scolarité, non encore fixée, annoncée pour 2012. Frappé-e-s par la nouvelle, nous n'avions pas besoin d'être pincé-e-s pour comprendre que nous ne rêvions pas.

De quoi est-il question, exactement? Une hausse des frais universitaires, déclenchée tout de suite après la dégelée de 2007, qui doit prendre fin en 2011. De quelle nature? Combien d'étudiants et d'étudiantes de plus seront ainsi propulsé-e-s hors des institutions publiques? On ne le sait point encore. Le fait est que la rencontre qui doit moduler cette augmentation, attendue dès cet automne, doit réunir les partenaires de l'éducation. Voilà, les jeux sont faits. Jean Charest nous a habitués à ce type de sommets qui sont autant de galas élitistes, de théâtres de marionnettes où tout est réglé au quart de tour et où les ficelles, tirées d'une main habile, font fi des intérêts de la population.

Encore une fois, le gouvernement Charest nous entraîne dans un cirque où les clowns de l'élite économique québécoise se mettent en spectacle pour endormir la contestation. Bien que nous n'ayons encore que peu d'informations, la mise en scène est toujours à peu près la même. Cette fois-ci, leçon de Machiavel: diviser pour mieux régner. Au programme: trois journées, dont les dates ne sont pas encore connues, qui prendront place à l'automne. Trois journées séparées, que la Ministre de l'éducation Michelle Courchesne considère comme des États généraux sur l'éducation: une journée pour les réseaux primaire et secondaire, une journée pour le réseau

collégial, et une journée pour l'université. Mais les clous du spectacle sont tordus, rouillés, et la finale est connue à l'avance. Sous le couvert d'une consultation gouvernementale, appelée rencontre des «partenaires» de l'éducation, il entend moduler la hausse des frais de scolarité annoncée au bon vouloir des gens d'affaires qui y seront présents.

Seule la lutte paie

Le 10 février dernier, Michelle Courchesne déclarait hypocritement : « Je pense qu'il y a un consensus qui est en train de se mettre en place au Québec. Quand je parle de consensus j'exclus les étudiants. Mais on voit que, de plus en plus, l'importance d'augmenter les droits de scolarité se fait sentir. » C'était une vingtaine de jours après le Sommet économique de Lévis qui, en plein cœur des consultations prébudgétaires, derrière des portes closes, a mis la table pour le budget Bachand déposé le 30 mars. Un budget inhumain qui replonge le Québec dans la Grande noiceur, et contre lequel des dizaines de milliers de citoyens et de citoyennes se sont déjà levé-e-s.

Ne soyons pas dupes de ce spectacle de théâtre semi-improvisé. Qu'il tombe à plat. Depuis Lucien Bouchard, les politiciens et politiciennes ayant régné sur le Québec se sont rendus responsables d'un manque à gagner artificiel dans nos institutions en créant un sous-financement de toutes pièces. Le gouvernement Charest et tous ces «lucides» auto-proclamés entendent, une fois de trop, nous refile la facture en douce en nous endormant avec de belles



paroles. Nous ne payerons pas pour leur irresponsabilité politique et leur asservissement à l'économie de marché qui, crise après crise, nous prend à la gorge en se serrant la ceinture.

Leurs jeux sont faits? Déjouons-les. Alea jacta est peut aussi signifier « prendre son destin en main ».

Dérobons leurs dés truqués. À nous de jouer.

L'ASSÉ: unir nos forces à l'échelle du Québec

Depuis 2001, l'ASSÉ s'inscrit dans la lignée du mouvement étudiant combatif québécois et mène une lutte contre les politiques anti-sociales des gouvernements fédéral et provincial. Cette organisation, qui regroupe plusieurs associations étudiantes membres, vise avant tout à garantir le droit à l'éducation, mais s'attarde également à divers enjeux touchant directement les conditions de vie de l'ensemble de la population. L'ASSÉ soutient que c'est grâce à une action collective, concertée et combattive que nous réussirons à atteindre ces objectifs.

L'ASSÉ, notre outil collectif

Pour se faire entendre des gouvernements, l'ASSÉ mobilise les étudiantes et les étudiants à travers la province, afin de mener à bien des plans d'action concertés. En tant qu'outil collectif, l'ASSÉ permet aux étudiantes et aux étudiants de construire un discours revendicateur et progressiste. L'escalade des moyens de pression, de laquelle émerge ce mouvement collectif, se fonde d'abord sur la mise en commun d'un discours radical, politique et cohérent.

L'action combattive et solidaire

Le mode d'organisation et de lutte que l'ASSÉ représente se nomme le syndicalisme de combat. Cette stratégie, issue d'une longue tradition syndicale, s'orchestre autour de deux champs d'action : l'information et l'action. Ainsi, l'ASSÉ privilégie en premier lieu l'information massive de ses membres, notamment par le biais du journal l'Ultimatum. Cette diffusion massive d'information vise en second lieu à rallier de nouveaux militants et de nouvelles militantes au sein des structures et lors des différentes actions entreprises au cours des campagnes. Il va de soi qu'une population informée des enjeux, c'est une population qui est davantage prête à joindre l'action. L'ensemble de cette stratégie, basée sur l'union et sur l'implication du plus grand nombre, sous-tend un objectif primordial: la construction d'un rapport de force. La population étudiante ne dispose d'aucune autre arme pour contrebalancer les conséquences néfastes d'intérêts financiers et politiques contraires aux siens. Rien ne sert de négocier seul: pour faire valoir ses revendications, l'ASSÉ porte avec elle la force démocratique de 16 assemblées générales membres.

Plus que jamais, il est temps de lutter! Joignez le mouvement!

PROGRAMMATION

Samedi 18 septembre

9h à 11h
10 ans de réformes et luttes sociales au Québec : entre continuité et permanence dans les mouvements sociaux

11h à 12h
Atelier sur les luttes autochtones

13h à 15h15
Dégel des frais de scolarité et économie du savoir

15h30 à 17h30
Ateliers féministes

18h30 à 20h30
Ateliers pratiques simultanés - Choix entre un atelier portant sur le graphisme et un atelier portant sur la mobilisation

Dimanche 19 septembre

9h à 12h
De la crise financière à l'austérité budgétaire: Analyse transnationale des réformes néolibérales en cours et des résistances populaires s'organisant

13h à 14h
Comment être un bon ou une bonne délégué-e à l'ASSÉ

14h à 16h
Budget 2010-2011, la Coalition et ses revendications



→ La section « Lettre ouverte » se veut un lieu de libre expression visant à permettre aux lecteurs et lectrices d'exprimer leur point de vue sur différents enjeux.

Le Canada ou la « démocratie » de la matraque

Une répression sans précédent au G20 de Toronto

PAR CAMILLE ROBERT, ÉTUDIANTE EN HISTOIRE À L'UQÀM ET MILITANTE DE L'UNION COMMUNISTE LIBÉRAIRE (UCL)



D'un côté, vous aviez un homme et un régime qui avaient des millions pour la publicité, l'organisation, les avions, les hélicoptères, les journaux et de l'autre, des gens qui n'avaient rien que des cris, des chants, des slogans, des pancartes, des drapeaux et qui pratiquaient la vraie démocratie, la libre expression de leurs idées. [...] Ce livre montre ce que notre police se croit permis de faire sans crainte de représailles graves. Il est important que tous le sachent et que chaque citoyen exige le respect de l'individu et de ses droits fondamentaux.

Ces quelques lignes ont été écrites au sujet du « lundi de la matraque », un épisode particulièrement sanglant durant lequel la police de Montréal chargea violemment une foule au parc Lafontaine, frappant sans distinction femmes, hommes, enfants ou personnes âgées. Au total, il y eut 290 arrestations en seulement quelques heures et environ 125 blessé-e-s. C'était le 24 juin 1968, la veille d'une élection fédérale et la rage contre Pierre-Elliott Trudeau, présent sur les lieux pour observer le défilé, culminait. Et 22 ans plus tard, presque jour pour jour, nous pourrions sensiblement utiliser les mêmes mots pour parler de la répression que nous avons subie, une répression qui revient constamment peu importe l'époque, le gouvernement ou la cause. Tandis que nos droits sont aujourd'hui encore piétinés sous la botte du pouvoir établi, les « agent-e-s de la paix » sont toujours mieux armé-e-s, préparé-e-s et supporté-e-s. En juin dernier, lors du G20 de Toronto, la répression a atteint un niveau qu'on avait rarement vu dans un pays soi-disant démocratique, ce que même l'Iran n'a pas manqué de dénoncer (!). Sur plus de 1000 arrestations, environ 850 personnes, dont moi-même, ont été relâchées sans chef d'accusation. Quant aux autres, elles font face à des accusations bidon, par exemple « conspiracy »... pour avoir dormi dans un gymnase. Il va sans dire que ces arrestations arbitraires visaient essentiellement à nous empêcher de manifester, de nous exprimer et de montrer notre opposition face à ce sommet réunissant des politicien-ne-s sensé-e-s nous représenter, mais qui jugent pourtant nécessaire de se cacher dans une forteresse gardée par des milliers de policier-e-s.

Si on pouvait « naturellement » s'attendre aux arrestations de masse lors des manifestations, les policiers et policières ont poussé la violence encore plus loin en entrant dans notre intimité, en nous pourchassant dans des lieux où nous nous croyions en sécurité. Moi, c'était en voiture, au milieu de la rue, bien loin de tout rassemblement. Quant aux autres, ça pouvait être dans la toilette d'un restaurant, dans leur propre appartement, sans mandat, ou dans un gymnase aménagé en dortoir. Le corps policier est donc venu nous chercher jusque dans les endroits où nous dormions afin de s'assurer que nous ne troublions pas le libre déroulement de ce sommet anti-démocratique et des activités commerciales de la ville. Plusieurs mois avant le G20, des organisations ont été infiltrées par des indicateurs et indicatrices, qui ont parfois même cohabité avec des militants et militantes. Ils et elles sont carrément entré-e-s dans nos vies. Malgré notre vigilance et notre prudence, nous avons goûté à un nouveau type de brutalité qui laisse moins de traces que la matraque, mais qui fait aussi mal, qui vous brise de l'intérieur. Ce qui m'a fait le plus souffrir, ce n'était pas mon arrestation politique (pour avoir troublé la paix parce que « j'allais commettre des méfaits » dans le futur), durant laquelle les policiers et policières m'ont menacée, humiliée, tirée par les cheveux, insultée et accusée arbitrairement de toutes sortes de choses. Ni ma détention, qui dura plus de neuf heures et durant laquelle les « agent-e-s de la paix » n'ont

bien voulu nous servir qu'une eau jaunâtre et un sandwich au fromage, tout en nous refusant constamment l'accès à un téléphone pour parler à un avocat, prétextant à chaque fois un nouveau mensonge. Quelques mots ne suffiraient pas à décrire cet endroit horrible et glacial où nous étions entassées, une vingtaine de Québécoises, dans une cage sinistre avec les mains liées par des « tie-wrap » durant tout le temps de la détention, sous les regards moqueurs de nos gardiens et gardiennes. Ce qui m'a porté un coup dur, ce n'était pas tout ce temps passé à Torontonamo, mais bien les semaines qui ont suivi à Montréal. C'était les cauchemars récurrents, la peur lorsque quelqu'un frappe à la porte, la désillusion. Et ces questions qui se bousculent : jusqu'où est-ce que les policiers et policières auraient pu aller? Y a-t-il une limite à cette répression applaudie par les autorités? Qu'est-ce que cette intensification de la répression annonce pour les prochaines années?

Traquant les témoignages sensationnels, les journalistes des médias de masse ont vite fait d'évacuer l'aspect politique de la répression. J'ai été peu surprise, après avoir donné plusieurs entrevues, de ne pas retrouver dans le montage final ce caractère sur lequel j'avais pourtant insisté. Or, on ne peut faire une critique complète de ces événements sans en chercher la cause profonde. Il est bien facile, et même « rassurant », de faire passer les abus sur le zèle de quelques policiers et policières ultraviolente-s, ou encore sur le caractère « national » de la répression des Canadiens-français et Canadiennes-françaises par les forces oppressives du Canada anglais, un scénario que le Parti Québécois et le Bloc Québécois n'ont pas manqué de ressortir des boules à mites. En fait, je ne considère pas les policiers et policières comme les seul-e-s responsables, car ils et elles ne sont qu'un outil au service des dominants, bien qu'on nous fasse croire qu'ils et elles sont là pour protéger la population (à mon grand étonnement, des Torontois-es ont été blessé-e-s par ces dernier-e-s plutôt que par des manifestant-e-s durant la fin de semaine). Leur œuvre n'est que la façade d'un système dépassé qui continuera d'étouffer toute contestation toujours plus violemment et visiblement, que ce soit à Toronto, à Montréal ou à Athènes.

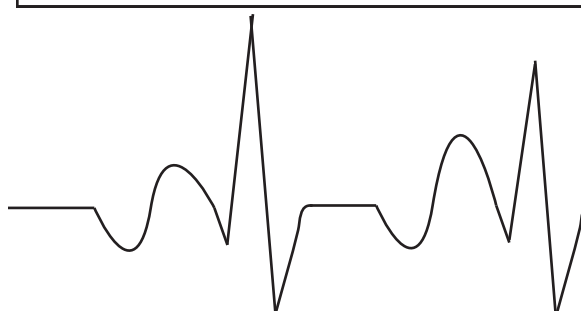
Dans les grands sommets des pays « civilisés », non seulement les peuples sont totalement exclus de la prise de décision, mais les moyens d'expression légaux et démocratiques sont soit ignorés, soit empêchés, soit réprimés. Notre simulacre de démocratie est une farce et ceux et celles qui ne le savaient pas déjà l'ont



appris à leurs dépens lors du G20. Il faut maintenant réaliser que le pouvoir politique nous est arraché des mains au moment où la planète connaît sa pire crise écologique et où la mondialisation bat son plein au prix d'une exploitation sans précédent des travailleurs et travailleuses à travers le monde. La liberté des peuples est fondamentalement inconciliable avec la liberté du marché et ni les pétitions, ni les bacs de recyclage ne nous sauveront de ce monstre que « nous » avons créé. L'évidence se fait de plus en plus claire à chaque jour ; nous avons un système à abattre si nous voulons sauver ce qu'il reste de notre monde et nous n'y arriverons certainement pas en passant par le cirque des élections, dans la mesure où celui-ci laisse inchangés la structure de la société et le mode de production capitaliste. Le capitalisme, pour perpétuer infiniment une croissance déjà insoutenable pour la planète et les populations, doit s'attaquer à ce que nous considérons jadis comme sacré, à savoir la nature (modification génétique des plantes et des animaux), nos valeurs (création d'un marché autour de l'amour, de la famille, etc.), nos corps (chirurgie esthétique) ou nos droits fondamentaux (le droit à la vie en privatisant l'accès aux soins de santé). Cette mutation du régime d'accumulation générera des masses d'exclu-e-s sans moyens de subsister dans ce nouveau monde où des étalages bien garnis sont installés sans gêne devant des affamé-e-s, où l'on produit à l'infini des marchandises qu'on préfère laisser pourrir dans des entrepôts plutôt que de les redistribuer, où des milliers de travailleurs et travailleuses sont mis-e-s à pied car « le marché en a décidé ainsi », où l'on respecte plus la propriété prive que la vie humaine. L'exacerbation des inégalités et de l'injustice nécessiteront un contrôle social toujours plus grand et une criminalisation de la dissidence afin de nous faire accepter à coups de matraques, de « tasers », de gaz lacrymogènes et de canons à son que leurs profits valent plus que nos vies. Toutefois, même un milliard de dollars n'a pas réussi à nous faire taire. Leurs matraques ne réussiront jamais à briser nos idées, ni nos solidarités.

À VOTRE TOUR!

Vous avez des idées dont vous voulez débattre? Des commentaires sur les articles? Des opinions à exprimer? Nous voulons vous lire! Envoyez-nous vos lettres ouvertes; une section spéciale y sera consacrée lors d'une prochaine parution de l'Ultimatum.



Appuyons la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec!

Cet automne, soyons solidaires avec les syndiqué-e-s de la FIQ dans le cadre de leurs négociations avec le gouvernement libéral.

Signons la pétition en ligne: www.appuyonslafiq.qc.ca